

L'ennemi de Napoléon

Le baron Karl vom Stein (1757-1831) et la France

Heinz Duchhardt*

» Le baron de Stein, réformateur prussien et instigateur des guerres antinapoléoniennes en Europe, n'a jamais été populaire en France. La seule monographie française jamais dédiée au personnage, rédigée par Constantin de Grunwald, date de 1936. Elle évoque également les relations franco-allemandes houleuses de l'époque. Cette monographie porte un sous-titre éloquent : *L'ennemi de Napoléon*.

Il suffit de se remémorer la haine nourrie par le baron de Stein à l'égard de Napoléon après avoir été relevé pour la deuxième fois de ses fonctions de ministre prussien, les épithètes cinglantes dont il affublait l'empereur des Français, et l'esèce de francophobie qui s'est développée chez lui vers 1810, manifeste dans sa diabolisation du caractère national français. Pourtant, cette évolution francophobe n'était pas programmée, loin s'en faut. Le baron de Stein était issu d'une famille de petite noblesse du Haut-Rhin moyen, qui, à l'instar de toutes les chevaleries d'Empire, n'était certainement pas proche de la France sur le plan politique. Certes, les parents du baron avaient engagé des précepteurs alsaciens qui enseignèrent à leurs enfants un excellent français, les familiarisant ainsi avec la culture du pays voisin. Cependant, ce n'est pas à Strasbourg que le jeune Karl Stein fit ses études, mais à Göttingen, ville rattachée au royaume de Hanovre et donc plutôt tournée vers la Grande-Bretagne. Il est pourtant certain qu'avec ses amis et en cours, Stein ne se contenta pas de s'instruire sur la conception de l'État et le modèle social anglais, mais étudia aussi les classiques français de la pensée politique. Toute sa vie, Stein considéra Montesquieu, avec sa théorie des « *forces intermédiaires* », comme un auteur de référence qui reflétait tout à fait sa vision du mon-

de, fortement ancrée dans le principe de la représentation des ordres composant la société. Certes, à la fin de ses études, Stein ne se conforma pas au traditionnel itinéraire du Grand Tour, qui passait



entre autres par Paris et Versailles ; pour cette famille de petite noblesse de la région de Coblenz, qui ne roulait pas sur l'or, c'était une question financière. En outre, les parents du baron espéraient que leur fils travaillerait dans l'un des tribunaux d'Empire, et Wetzlar paraissait donc plus indiquée que Versailles. Il en fut autrement et à partir de 1780, l'administration du Royaume de Prusse devint la patrie d'élection politique de Stein. Le baron, qui avait pourtant parcouru presque toute l'Europe, ne se rendit finalement qu'une seule fois en France, à Paris ; et ce fut précisément à une date – en 1814 – à laquelle il n'était plus disposé à s'ouvrir à la culture ou à la mentalité française. La Révolution française marqua un tournant. Initialement, le baron de Stein était tout à fait conquis et impressionné par ce qui se passait à Paris, notamment par la participation directe du peuple à la formation de la volonté politique, les droits de l'homme et davantage encore par les constitutions qui voyaient le jour. Son revirement intervint, comme chez bien d'autres intellectuels allemands, lorsque la Révolution se radicalisa. Des récits faits par son en-

* Heinz Duchhardt est professeur à l'Institut d'Histoire européenne de Mayence.

tourage proche nous apprennent à quel point la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen le fascinait : après s'en être procuré un exemplaire, Stein, devenu directeur de l'administration minière de Westphalie à Wetter, se pencha par la fenêtre de son logement de fonction situé au bord de la Ruhr pour lire à un ami ce « *document de la liberté française* », comme il l'appelait. L'ami en question conclut sa narration : « *Cela m'émut profondément, mais je vis aussi des larmes s'échapper à plusieurs reprises des yeux de Stein* ». Son enthousiasme retomba rapidement. En effet, il ne cessait d'affiner sa comparaison entre la France et l'Angleterre, dont il admirait de plus en plus la culture politique et les institutions stables, et à l'aune de laquelle il évaluait désormais la France – la France avec ses conflits entre les partis, persistants depuis le début de

la Révolution, avec ses changements de constitution permanents, avec son administration qu'il considérait comme précaire et instable. Il craignait par-dessus tout que l'Allemagne ne soit contaminée par la Révolution. Cette peur de voir la révolution s'étendre l'incita, pour la première fois, à coucher sur le papier sa pensée politique. Pendant les années 1780, il ne s'était presque jamais exprimé sur les grands événements politiques survenus à l'étranger. Or, mû par cette crainte de voir la révolution gagner l'Allemagne, il se mit à prêter au voisin d'outre-Rhin tous les défauts imaginables : ainsi, à partir du début des années 1790, il se mit à évoquer la rage française à laquelle il fallait mettre un terme, décréta que les Français étaient cruellement dépourvus de franchise et de caractère, et ne cessa de vilipender leur manque de bon sens.

Freiherr vom Stein und Frankreich

Der in Frankreich weitgehend unbekannt preußische Reformler aus dem Mittelrhein entwickelte eine Art Frankophobie, die im französischen Nationalcharakter nur negative Züge zu erkennen vermeinte. Wie Heinz Duchardt, Professor am Mainzer Institut für Europäische Geschichte anlässlich einer Festrede im Pariser Deutschen Historischen Institut im Mai 2009 erläuterte, war Stein durchaus angetan und beeindruckt von der Französischen Revolution, von den direkten Partizipation der Bevölkerung am politischen Willensprozess, von den Menschenrechten und überhaupt der Tatsache, dass hier Verfassungen zustande kamen. Die Menschenrechtserklärung faszinierte ihn – inzwischen Chef der westfälischen Bergwerksverwaltung mit Dienstsitz in Wetter an der Ruhr – insbesondere; er legte nach Erhalt eines Exemplars sich in seiner Dienstwohnung über der Ruhr ins offene Fenster und las einem Freund dieses „*Dokument der französischen Freiheit*“ laut vor.

Die Begeisterung wich schnell wieder, weil Stein Frankreich nun immer deutlicher mit England verglich, dessen politische Kultur und Konstanz der Institutionen er immer höher schätzte und vor dessen Folie er nun Frankreich stellte: Frankreich mit seinem ständigen Kampf der Parteien seit Ausbruch der Revolution, mit den permanenten Verfassungswechseln, mit einer zertrümmerten Administration ohne feste Prinzipien. Es kann

gemutmaßt werden, dass die Gestalt der neuen Verfassung, die die königlichen und ständischen Rechte beseitigte, in seinen Augen den Umschwung zum Bösen markierte.

Unter dem Eindruck dieser gewaltsamen Zerstörung aller Standesunterschiede, aller Traditionen, unter dem Eindruck der unbedingten Gleichmacherei, der Liquidierung der Monarchie und der Dynastie war dieser Umbruch in seinem Denken radikal, und er war vor allem irreversibel. Dabei trieb ihn – und er hatte als preußischer Beamter am Niederrhein ganz elementar damit zu tun – vor allem die Sorge um, Deutschland könne sich infizieren und ebenfalls der Revolution verfallen.

Das Beispiel Stein darf sicher nicht verallgemeinert werden, denn natürlich gab es zu Beginn des 19. Jahrhunderts viele Deutsche, die Napoleon eng verbunden waren, die französische Kultur zu schätzen wussten, sich von den französischen Reformen inspirieren ließen. Aber sein Exempel ist trotzdem erhellend, weil es zeigt, wie von der politischen Grundüberzeugung her eher im konservativ-altständischen Lager angesiedelte Deutsche bei ihren Bemühungen, so etwas wie eine deutsche Nation zu konstruieren, die unter einem so oder so gestalteten Dach vereinigt wäre, geradezu zwingend des „Anderen“, des Gegen- und Feindbildes bedurften, um die eigene Nation grell davon abzusetzen.

« Le monstre de l'enfer »

Les grandes figures de la Révolution française n'échappèrent pas davantage à ce jugement sans appel, y compris Robespierre ou Napoléon. Stein ne voyait en eux que la grossièreté de leurs manières, un acharnement aveugle contre leurs adversaires politiques, une insatiable soif de vengeance et un caractère indomptable. Cela le conduisit à formuler des verdicts tels que plus d'une fois, il qualifia Napoléon de « *monstre de l'enfer* ».

L'empereur avait engagé des réformes qui auraient dû être plutôt sympathiques au réformateur prussien. Cependant, il n'en fut rien. Ces réformes, qui furent également appliquées dans les États de la Confédération du Rhin, Stein les jugea irrémédiablement incompatibles avec les traditions allemandes. Dès la dissolution de la Confédération du Rhin et la restitution de la rive gauche du fleuve aux États allemands, il lutta activement pour que ces réformes et les institutions dites « rhénanes » soient abolies, notamment celles qui concernaient la constitution corporative.

Mais l'aversion de Stein pour Napoléon s'explique aussi par son destin personnel et celui de l'État qu'il servait. Le baron n'avait jamais pu comprendre la trêve exceptionnelle conclue entre la Prusse et la France à Bâle en 1795 ; pour lui, il n'existait qu'un seul remède contre la Révolution, et ce remède, c'était la cohésion, l'unité de toutes les puissances européennes. À ses yeux, cette trêve était la plus grande erreur politique jamais commise par la Prusse, et, dès lors, tout ce qu'il entreprit fut destiné à libérer la Prusse de ce lien fatal avec la France, y compris quand il fut nommé ministre à Berlin, en 1804. Et voilà que cet empereur, qui l'avait indirectement spolié de ses propriétés rhénanes, qui mettait la Prusse à rude épreuve depuis 1805 et lui tendait des pièges politiques, voilà que cet empereur, depuis les défaites d'Iéna et d'Auerstedt, réduisait la Prusse au mutisme politique en l'écrasant sous des réparations de guerre exorbitantes, à moins qu'il ne fût en train de la rayer purement et simplement de la carte. Stein passa une grande partie de son second mandat à tenter de convaincre les administrateurs napoléoniens de réduire les lourds tributs de guerre réclamés à la Prusse – en pure perte. Et puis ce fut le coup de grâce : Napoléon fit en

sorte que le roi de Prusse congédia une seconde fois Stein, au poste de ministre dirigeant, et peu après, l'empereur le mit au ban de la société et le déclara ennemi de la France depuis son camp près de Madrid. Certes, Stein avait indéniablement conspiré contre Napoléon en 1808. Cependant, la proscription publique d'un fonctionnaire qui venait d'être limogé était une première et contraignit Stein à disparaître de la circulation pendant six ans.

Imaginer – contrairement à ce qui arriva – une rencontre entre les deux hommes ne manque pas de piquant. Cela faillit se produire à deux reprises. La première fois, les compagnons chevaliers de Stein l'avaient élu député afin qu'il aille protester à Paris contre la médiatisation de leurs terres par les princes de la Confédération du Rhin. La seconde fois, il avait été officiellement nommé représentant de la Prusse au congrès des princes d'Erfurt, mais les services secrets français interceptèrent entre-temps la fatale missive qui lui valut d'être déclaré *persona non grata* avant d'être renvoyé par son monarque.

Non à une Europe française

Mais l'opinion de Stein sur Napoléon ne reflétait pas seulement les sentiments d'un homme qui se sentait une nouvelle fois évincé de sa carrière et de ses possessions par l'empereur des Français, et qui estimait que le long flirt de la Prusse avec la Corse n'avait eu que des conséquences néfastes pour l'État des Hohenzollern. Stein raisonnait toujours à l'échelle européenne, et il redoutait l'universalisme napoléonien, qui aspirait à mettre en orbite l'Europe tout entière autour d'un centre de gravité français. En effet, il craignait non seulement que cela ne nuise à la traditionnelle pluralité d'États en Europe en sapant les bases de la coexistence des pays, mais aussi que cela n'entrave le progrès culturel. Stein raisonnait donc en quelque sorte sur la base du système d'équilibre pré-révolutionnaire, et la superpuissance à laquelle aspirait Napoléon était fondamentalement incompatible avec ce principe. Stein fut responsable de la logistique pendant la lutte de pouvoir qui fut rapidement rebaptisée « *Guerre de libération* » par l'idéologie prussienne. Il contribua à faire remon-

ter l'ancienne dynastie sur le trône et lors des négociations entre les vainqueurs à Paris et à Vienne, il s'efforça en priorité d'obtenir une garantie de sécurité pour l'Allemagne afin que la France ne cherche plus jamais à s'étendre vers l'Est. Au début de l'été 1831, Stein s'éteignit avec la certitude que finalement, l'Histoire ne se répétait pas, et que si la révolution de juillet avait des conséquences sur les États voisins, elle n'avait toutefois rien à voir avec l'avalanche de 1789-1792.

Tendances européennes

Le fait que Stein considère la Révolution française et Napoléon comme les plus grands dangers de son époque transparait également dans son traitement de l'histoire française avant et pendant la Révolution. Ce ne fut pas l'histoire de l'Angleterre – de cette société qu'il admirait au plus haut point – qui fit de lui un historien, mais celle de la France. Il l'analysa dans des manuscrits qu'il rédigea avec une grande minutie, en étudiant toutes les publications existant sur le sujet à l'époque. Ces travaux, initialement destinés à enseigner l'histoire à ses deux filles, avaient une portée telle qu'ils auraient largement mérité d'être publiés de son vivant. Pour cet homme d'État, analyser les causes structurelles et les motifs plus profonds de la Grande Révolution était un défi qu'il releva d'ailleurs brillamment : *son Histoire de la décennie 1789-1799* révèle très nettement les raisons auxquelles il attribuait le bouleversement du siècle et ce qui avait terni son enthousiasme initial pour la Révolution. Pour Stein, cette dernière ne s'expliquait pas au premier chef par le mécontentement latent du peuple, mais surtout par les mauvaises décisions stratégiques ou pratiques de la Couronne et des classes dirigeantes. Stein considérait que la Révolution n'était inéluctable que dans la mesure où le peuple français était profondément instable et imprévisible.

Le baron de Stein et la France – ce rapport se réduisait finalement à l'histoire qu'il avait vécue, celle de son temps, donc à la Révolution française et à Napoléon. Et cette expérience influença son image de la France dans son entier. En 1814, lorsqu'il se rendit pour la première fois de sa vie à Paris,

qui était certainement une des plus belles villes d'Europe, sa vision était tellement embrumée par les préjugés qu'il ne daigna pas trouver grand-chose à son goût ; certes, il convint que certains quartiers étaient impressionnants, mais décréta que tous les autres étaient composés de « *rues sales, étroites, puantes* ». Pendant ces quelques semaines dans la capitale française, il aspira de tout son être à ce que les beautés acquises à Paris par la politique napoléonienne de spoliation d'œuvres d'art fussent restituées le plus rapidement possible à leurs pays d'origine.

Il ne faut évidemment pas généraliser l'exemple de Stein, car bien sûr, au début du XIXe siècle, il y avait beaucoup d'Allemands qui estimaient Napoléon, appréciaient la culture française et s'inspiraient des réformes réalisées en France. Cependant, le cas du baron est éclairant, car il montre que dans leurs efforts pour construire une ébauche de nation allemande réunie sous telle ou telle étiquette, des Allemands de sensibilité plutôt conservatrice et attachés à l'ordre social établi avaient justement besoin de la figure de l'« *autre* », de l'ennemi, bref, d'un repoussoir dont leur nation pût se distinguer nettement. Ce n'était d'ailleurs pas une spécificité franco-allemande ; on observait des phénomènes semblables, à la même époque, dans les relations russo-polonaises, gréco-ottomanes et même belgo-néerlandaises. Vues sous cet angle, les relations franco-allemandes au XIXe siècle, plutôt houleuses, s'inscrivaient finalement dans de grandes tendances européennes, ce qui relativise amplement l'âpreté qu'on leur prête.

Ce texte, publié avec l'aimable autorisation de l'auteur, est extrait de la conférence donnée à l'Institut historique allemand (IHA) de Paris, le 15 mai 2009 à l'occasion du 15e anniversaire de l'inauguration de l'Hôtel Duret de Chevry. Il sera publié intégralement dans le bulletin de la Société des Amis de l'IHA en 2010.